

Conseil exécutif de l'ACEP

Compte rendu de la réunion du 27 février 2008

Bureau national de l'ACEP

Salle de conférence

17 h 45

Présences : J. Aggrey (président), J-R. Benoit, C. Card, G. Dussault, M. Holyk, M. Korol, C. Lakaski, R. McVicar, L. Perrin, A. Picotte, A. Sipos, S. Spak (téléconférence), C. Therrien, M. Zinck, C. Danik, J. Ouellette, D. Martin.

Absence justifiée : S. Spano.

1 a) Adoption de l'ordre du jour

Les points suivants sont renumérotés :

Le point 4 b) Rapport du Groupe de travail sur la participation des membres devient le point 2 a) et le point 5 b) Rapport des Services professionnels devient le point 1 f). Les points subséquents sont renumérotés en conséquence.

Les points suivants sont ajoutés :

1) Points aux fins d'approbation

i) Comité des griefs

2) Suivis

d) Lettre aux membres sur les pensions

3) Questions de fond aux fins de discussion

a) Poste vacant au CEN

6) Points d'information

a) Rapport d'étape du Sous-comité enquêtant sur la plainte

b) La CFP et les perceptions par Kevin Lynch

Résolution : Il est proposé par C. Therrien et appuyé par M. Zinck que l'ordre du jour soit adopté avec modifications.

Pour = 13, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

1 b) Adoption du compte rendu du 30 janvier 2008

M. Zinck demande qu'au point Cadre de règlements pour les sections locales le dernier paragraphe soit modifié comme suit :

M. Zinck souhaite remercier les dirigeants des sections locales, les membres du CEN et notamment C. Therrien pour sa contribution et pour lui avoir remis une copie des règlements de sa section locale. Il remercie de façon particulière D. Brackley et C. LaSalle pour leurs nombreuses corrections et observations sur le texte.

C. Card demande qu'au point Locaux à bureaux – Participation du SEA le premier paragraphe soit modifié comme suit, car il ne reflétait pas correctement son intervention :

Que la composition du Sous-comité sur les locaux soit étendue en y ajoutant un représentant du SEA et que ce sous-comité étudie les besoins en locaux futurs de l'ACEP en vue de faire des recommandations au CEN.

Il est proposé par B. McVicar et appuyé par M. Zinck que le compte rendu soit adopté avec modifications.

Pour = 10, contre = 0, abstentions = 4. **Résolution adoptée.**

1 c) Compte rendu du huis clos sur le litige des pensions

J. Aggrey affirme que ce compte rendu n'a pas à être adopté puisqu'il fait partie du compte rendu de la réunion du 30 janvier 2008.

1 d) Cadre de règlements pour les sections locales

Résolution : Il est proposé par M. Zinck et appuyé par J-R. Benoit que le Cadre de règlements pour les sections locales soit adopté.

Quelqu'un demande s'il s'agit d'un document obligatoire. M. Zinck répond que le document n'est pas obligatoire et qu'il constitue un guide visant à aider les sections locales à rédiger leurs propres règlements.

Amendement à l'amiable : M. Holyk demande d'ajouter les mots « qui ne constitue pas un document obligatoire » après les mots « sections locales » de la résolution, aux fins de clarté.

M. Zinck accepte la résolution amendée.

Libellé de la résolution amendée :

Il est proposé par M. Zinck et appuyé par J-R. Benoit que le Cadre de règlements pour les sections locales, qui ne constitue pas un document obligatoire, soit adopté.

Pour = 11, contre = 1, abstentions = 2. **Résolution adoptée.**

Il est noté qu'au paragraphe 10.1 les mots « des AGA » devraient être ajoutés après le mot « quorum ».

Il est mentionné que les articles 14 et 15 ne sont pas achevés : ces articles et les autres modifications au cadre seront-ils soumis à l'approbation du CEN. M. Zinck déclare que toutes les nouvelles modifications au cadre seront soumises à l'approbation du CEN.

1 e) Adoption de la politique de l'ACEP sur les prix de reconnaissance et d'appréciation

Résolution : Il est proposé par M. Korol et appuyé par M. Zinck que la politique de l'ACEP sur les prix de reconnaissance et d'appréciation soit adoptée.

Il est mentionné que certains candidats pourraient se trouver en conflit d'intérêts, car ils pourraient aussi faire partie du processus d'approbation. Par exemple, un membre pourrait faire partie d'un sous-comité et être mis en nomination pour un prix et ensuite l'approuver au CEN.

Il est mentionné que les membres s'abstiendraient très probablement de voter si une telle situation se produisait.

La question est posée à savoir pourquoi il y a deux prix distincts.

J. Aggrey dit qu'un des prix s'adresse aux membres seulement et que l'autre est ouvert au personnel et aux représentants du gouvernement et du secteur privé.

Des préoccupations sont exprimées au sujet du processus de sélection, car il n'est pas le même pour les deux prix.

Des préoccupations sont exprimées sur le processus de présentation des prix.

J. Aggrey **retire** ce point en raison des préoccupations soulevées.

1 f) Rapport du Groupe de travail sur la participation des membres

Point reporté.

1 g) Recommandations du Comité des finances

Recommandation 1

Le Comité des finances recommande au CEN d'examiner la question et de prendre des mesures de sensibilisation à la sous-utilisation de la formation.

Suivi : J. Ouellette et C. Danik ont reçu instruction d'examiner cette question.

Recommandation 2

Le Comité des finances recommande au Conseil exécutif de virer 5 309,38 \$ du Fonds pour imprévus du Conseil exécutif afin de couvrir le déficit du poste « ***Impression – AGA/AGE*** ».

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par C. Therrien que le CEN approuve le virement de fonds. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

Recommandation 3

Le Comité des finances demande au président du Comité d'aviser le CEN qu'une somme de 2 664,89 \$ a été versée à Dil Designo Interiors Limited pour une étude de faisabilité relative au bâtiment à Vanier.

h) Nomination d'un nouveau délégué syndical

Résolution : Il est proposé par M. Zinck et appuyé par C. Therrien d'approuver la nomination de D. Jenkins des Affaires indiennes et du Nord. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

2 a) Rapport des Services professionnels

Conversion EC

- Depuis la dernière réunion du CEN, j'ai eu une réunion d'urgence avec certains de nos membres à TPSGC le 13 février.
- Le ministère n'a pas été entièrement transparent au sujet de ses projets concernant la conversion.
- Nous avons découvert que le ministère envisageait de reclassifier 70 % de nos membres dans le groupe AS.
- L'ACEP n'avait pas été informée, ni consultée.
- J'ai écrit une lettre au SM et ai reçu dès le lendemain un appel du SMA des RH qui s'engageait à prendre des mesures correctrices, y compris de former un nouveau comité d'examen des descriptions de travail.
- Lors de la réunion avec nos membres, j'ai donné des conseils.
- Des membres ont décidé d'organiser une réunion avec leurs collègues afin de mettre sur pied une section locale.

- J'ai rencontré des représentants de l'Agence de la fonction publique pour une mise à jour sur la conversion.
- Selon l'agence, près de 92 % des renseignements ont été versés dans la base de données en vue de la négociation collective EC.
- La base de données sera mise à la disposition de l'ACEP sous peu.
- Les 8 % restants concernent des cas pour lesquels le niveau EC ou l'attribution au groupe sont en jeu.
- Présentement, environ 4 % des postes semblent se diriger vers un niveau de classification inférieur, alors que 3 % des postes semblent se diriger vers un niveau de classification EC supérieur; ces chiffres pourraient diminuer à mesure que les descriptions de travail sont révisées.
- L'agence prévoit qu'environ 5 à 6 % des postes EC seront reclassifiés dans d'autres groupes et seront perdus pour l'ACEP.
- À noter que l'augmentation annuelle du nombre de postes ES et SI dans un passé récent a été d'environ 4 à 5 %.
- La NPP sera remise dans tous les ministères du 16 au 20 juin : nous afficherons une mise à jour sur le site Web de l'ACEP après la fin de la semaine de Pâques.

Négociations collectives TR

- Vous vous souviendrez peut-être que je vous ai dit à notre dernière réunion que nous étions au milieu d'une semaine de négociations TR.
- Depuis la dernière réunion du CEN, nous avons eu un autre bloc de rencontres à la table TR, soit les 12, 13 et 14 février.
- Les progrès sont lents.
- Plusieurs problèmes sont en stase ou, comme on dit à la table, « au stationnement ».
- Les retards sont parfois dus à la préparation du texte de la convention.
- Toutefois, au cours des dernières séances, les retards semblent surtout attribuables au fait que l'employeur hésite à s'engager dans des solutions.
- Ainsi, l'équipe de l'employeur demandera qu'une décision finale attende une consultation des gens du Conseil du Trésor ou la collecte des informations pertinentes.
- La prochaine série de rencontres est prévue pour la semaine précédant la fin de semaine de Pâques.

Négociations collectives EC

- Depuis la dernière réunion du CEN, nous avons eu une semaine de négociations à la table EC.
- Nous nous sommes rencontrés les 5, 6 et 7 février.
- J'ai mentionné à la dernière réunion qu'il y avait des progrès sur des points mineurs, de même qu'un sentiment d'ouverture à la table; cette tendance et cette attitude continuent.

- Une rencontre est prévue la semaine prochaine à la demande de l'IPFPC afin de discuter de la façon d'aborder la question des pensions à la table de négociation; l'IPFPC a invité l'ACAF, l'AJM et l'ACEP à se réunir; je compte élargir la discussion à deux autres enjeux que l'employeur ne souhaite pas aborder à la table, soit la classification et la dotation.

Communications

- Suite à une recommandation du Comité des communications, nous avons préparé le premier calendrier mural de l'ACEP.
- Le calendrier a été « lancé » pour ainsi dire le 12 février.
- Malheureusement, un problème s'est produit entre notre bureau et l'imprimeur et les jours de paye ont été décalés d'une semaine et étaient en grande partie inexacts.
- Des calendriers corrigés sont à l'impression.
- Nous avons profité de l'occasion des corrections pour améliorer la clarté des jours fériés désignés; la présentation n'était pas claire, ce qui a été corrigé.
- Maintenant que le gabarit est établi, nous espérons éviter les problèmes l'an prochain et les années subséquentes.

Négociations du RIM (TR)

Les parties se sont rencontrées le 21 février afin de finaliser une entente. Le protocole d'entente pour le renouvellement devrait être signé pendant la deuxième semaine de mars. Un message aux membres TR a déjà été rédigé pour affichage sur notre site Internet après la signature du protocole.

Négociations BdP

Les membres du Comité de négociation BdP ont tenu une première réunion le 26 février. La première tâche du comité sera de préparer un questionnaire, le tout premier à être rempli électroniquement. L'avis de négociateur sera présenté à l'employeur en mai. Les négociations commenceront probablement en juin ou au début de l'automne.

Représentation

- Le poste d'un membre SI a été reclassifié à un niveau plus élevé. Le membre a reçu un rappel de salaire qu'il considérait être inférieur à ce qu'il avait droit et a communiqué avec l'Association. L'ART du membre a calculé son salaire rétroactif et a constaté une différence de 175 \$. Le membre en a été informé dans un courriel, qu'il a fait suivre au Service de la rémunération. L'employeur a accepté les calculs de l'ART et a versé au membre la différence de salaire qui lui était due.

- Un membre ES a subi un grave accident qui s'est traduit par une demande de soins dentaires de 4 700 \$. Les assureurs, Sun Life (santé) et Great West (soins dentaires), ont fixé le remboursement total à seulement 2 500 \$, ce qui incluait les franchises appropriées. Le membre a communiqué avec l'ACEP et un ART a examiné le dossier. Il semble que la Sun Life, qui était responsable de la partie la plus importante du remboursement car la demande faisait suite à un accident, ait mal calculé le remboursement dû lors de la première évaluation. Avec l'aide de l'ACEP, le membre a présenté une nouvelle demande à la Sun Life avec des renseignements supplémentaires. L'affaire a été réglée à sa satisfaction. Après révision de la demande, le remboursement a été redressé et une somme additionnelle de 1700 \$ a été versée au membre.
- Les demandes et nouvelles demandes exigent un examen et une coordination attentifs. Les membres ne connaissent pas toujours bien les subtilités lorsqu'ils présentent des demandes, et encore moins quand plusieurs parties sont en cause. L'aide de l'ACEP permet d'éviter des appels ou des griefs au CNM.
- Un membre TR qui, au cours des dernières années, avait été aux prises avec un sérieux problème de santé a dû s'absenter du travail pour de longues périodes de temps. Le membre n'avait plus de crédits de congés de maladie et de vacances en banque. Le membre a demandé à son gestionnaire l'octroi de crédits de maladie par anticipation, tel que prévu au paragraphe 20.03 de la convention collective TR. Cette demande a été refusée par le gestionnaire immédiat. Le membre a déposé un grief contestant la décision du gestionnaire. Cette décision du gestionnaire immédiat fut renversée au premier palier de la procédure de règlement des griefs et l'employeur a consenti à avancer au membre les dix (10) jours de congé de maladie manquants.

Nouvelle section locale possible dans le TNO

À la suite d'une demande de certains membres de Yellowknife, l'ART de l'ACEP Catherine O'Brien a rencontré sept membres la semaine dernière pour discuter, entre autres choses, de la possibilité de créer une section locale dans les TNO ou à Yellowknife. Si l'appui est suffisant, le dossier sera soumis au CEN.

2 b) Énoncé de confidentialité

Résolution : Il est proposé par M. Zinck et appuyé par M. Korol d'approuver l'Énoncé de confidentialité. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

2 c) Avis juridique sur l'interprétation du paragraphe 9.8

L'avis juridique est déposé au CEN.

2 d) Lettre aux membres sur les pensions

Copie de la lettre aux membres les informant de l'état du litige des surplus des caisses de retraite est déposée au CEN.

3 a) Poste vacant au CEN

Résolution : Il est proposé par M. Holyk et appuyé par A Sipos que le bureau national procède dès que possible afin de pourvoir au poste vacant. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

4 a) Comité des finances

Point reporté.

4 b) Comité de vérification – Attributions

Point reporté.

5 a) Rapport du président

Sans objet.

5 b) Rapport de l'Administration

Sans objet.

6 a) Rapport d'étape du Sous-comité enquêtant sur la plainte

Point reporté.

6 b) La CFP et les perceptions par Kevin Lynch

Point reporté.

7. Levée de la séance

Résolution :

Il est proposé par B. McVicar et appuyé par M. Korol de lever la séance à 20 h 50. **Résolution adoptée à l'unanimité.**